

**Nations unies - Briefing sur le
processus électoral et politique en
RDC - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 27 août 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies, Mme Leila Zerrougui, pour la grande qualité de son intervention et plus largement pour son engagement exemplaire auprès de la République démocratique du Congo. Je remercie également le président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, Monseigneur Marcel Utembi, pour son exposé d'une parfaite clarté et dont l'implication est indispensable au succès du processus électoral. Je remercie enfin Mme Solange Lwashiga Furaha, porte-parole de "Rien Sans les Femmes", pour son combat exemplaire en faveur des femmes en RDC et de leur participation au processus politique et électoral.

Madame la Présidente,

Les élections du 23 décembre 2018 constituent un moment historique pour la RDC, devant permettre, pour la première fois dans l'histoire du pays, d'assurer un transfert pacifique du pouvoir.

C'est une occasion unique pour le pays de s'engager durablement dans la voie de la paix et de la stabilité.

Ces élections sont celles du peuple congolais. La France réaffirme son plein respect de la souveraineté de la RDC, et encourage le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon déroulement du processus électoral, et la tenue d'élections libres, inclusives et transparentes, dans le respect du calendrier et de la Constitution.

Le succès de cette étape cruciale dans l'histoire politique du pays relève de la responsabilité et de l'engagement de chacun.

Aussi, revient-il à l'ensemble des parties prenantes de préserver l'esprit de dialogue et de consensus issu de l'Accord du 31 décembre 2016.

Je souhaite insister sur deux conditions indispensables au succès du processus électoral :

1/ La première est que celui-ci doit se dérouler dans un climat de confiance:

L'ouverture de l'espace politique et démocratique, ainsi que le respect des libertés fondamentales - à commencer par la liberté d'expression et de manifestation - sont indispensables. La France appelle le gouvernement congolais à lever l'interdiction générale de manifester et à libérer au plus vite les prisonniers politiques, conformément aux "mesures de décrispation" prévues par l'accord de la Saint Sylvestre justement rappelé à l'instant par Monseigneur Utembi.

À cet égard, le respect des droits de l'homme et des engagements pris par la RDC devant le Conseil des droits de l'homme à Genève sont essentiels.

La France encourage également les autorités congolaises à assurer la participation des femmes au processus politique, dont celles-ci demeurent encore trop souvent exclues comme les chiffres indiqués à l'instant par Mme Zerrougui le soulignent.

Le respect du calendrier électoral est indispensable. Ce critère déterminera largement la confiance des Congolais envers ce processus. Les élections doivent avoir lieu à la date prévue, conformément à l'engagement de toutes les parties. La France salue l'avancée des préparatifs législatifs et techniques dont témoigne la publication de la liste provisoire des candidats par la CENI, dans la nuit du 24 au 25 août. De plus, nous tenons à saluer à nouveau la décision du président Kabila de ne pas se représenter, conformément à la constitution.

Pour maintenir cette dynamique positive, toute remise en cause du calendrier électoral doit impérativement être évitée.

La prochaine étape sera désormais l'examen par la cour constitutionnelle des recours sur les candidatures invalidées par la CENI, qui doivent être déposés ces prochains jours, avant la publication des listes définitives le 19 septembre. Les décisions de la Cour doivent permettre de maintenir un climat de confiance dans le processus électoral, alors que l'inclusivité sera un facteur important dans le succès de cette élection.

Par ailleurs, la France respecte pleinement la décision souveraine de la RDC de prendre en charge le financement et la logistique de l'organisation des élections ; elle rappelle néanmoins que la MONUSCO se tient à la disposition de la RDC pour lui fournir un appui logistique en cas de besoin. Pour cela, il est indispensable que les autorités compétentes transmettent à la MONUSCO les informations nécessaires, afin que cette dernière soit en mesure d'apporter son appui en temps voulu, le cas échéant.

Madame la Présidente,

Les questions techniques encore en suspens doivent être réglées : La France renouvelle son appel à la CENI à créer un plus large consensus sur l'utilisation des machines à voter, via notamment un accès et une familiarisation à ces dernières par l'ensemble des citoyens. Par ailleurs, nous encourageons la CENI à mettre en oeuvre les recommandations faites par l'Organisation internationale de la Francophonie dans son audit de juin dernier, à commencer par la publication du fichier électoral, alors que 6,6 millions de personnes y sont inscrites sans empreinte digitale. Loin d'être anecdotiques, ces points techniques constituent un enjeu de crédibilité pour l'ensemble du processus.

2/ Deuxième condition, ces élections doivent se dérouler dans un climat pacifique :

La France reste préoccupée par la situation sécuritaire et humanitaire en RDC. Cette situation est susceptible, dans certaines régions, de remettre en cause le processus électoral.

Les tensions dans les Kasaï ont fait de nombreuses victimes, alors que les experts commissionnés par le Conseil des Droits de l'Homme ont rapporté des allégations de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité. Quant à la situation dans l'Est du pays, notamment au Nord et au Sud Kivu, elle demeure extrêmement inquiétante, et est d'autant plus fragile depuis la nouvelle épidémie d'Ebola déclarée le 1er août dans le territoire de Beni.

La France salue, dans ce contexte, les déploiements de la MONUSCO dans les zones de violence, notamment à l'Est du pays. Il est indispensable de continuer à reconfigurer la MONUSCO pour renforcer la protection des civils. La sécurisation des élections à venir et leur soutien logistique, si les autorités le souhaitent, doivent être la priorité de la MONUSCO sur le court terme.

Madame la présidente, la France se tient aux côtés de la RDC. Avec ses partenaires du Conseil de sécurité, de l'Union africaine et de la région, elle continuera à s'engager sans relâche pour s'assurer que le processus électoral mène à des élections libres, crédibles, transparentes et inclusives.

Car au-delà de ces échéances de décembre prochain, c'est l'avenir du pays qui se joue dans les mois à venir. Un avenir dont nous souhaitons qu'il soit marqué par la stabilité, le développement et la paix.

Je vous remercie./.